



Chapitre V-4

LOI SUR LA VENTE DES SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX

Règlement approuvé.

1. Aucune municipalité ne peut vendre, céder ou autrement aliéner aucun service d'utilité publique lui appartenant, à moins que ce ne soit au moyen d'un règlement approuvé par le vote affirmatif en nombre et en valeur des électeurs propriétaires qui ont voté, et par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 185, a. 1.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 185 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre V-4 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 185

Chapitre V-4

**LOI DE LA VENTE DES
SERVICES PUBLICS
MUNICIPAUX**

**LOI SUR LA VENTE
DES SERVICES PU-
BLICS MUNICIPAUX**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

